

# LA LETTRE DE L'ACTIONNAIRE

N°70 | JUIN 2009

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

ÉDITORIAL



© Réa

par Frédéric Oudéa,  
Président-Directeur Général

**Cher actionnaire,**  
**Depuis le début de l'année 2009, Société Générale évolue dans un contexte de forte récession mondiale.**

**Malgré cette conjoncture très défavorable, les métiers du Groupe ont réalisé au cours du T1-09 des performances opérationnelles et commerciales satisfaisantes.**

- Les **Réseaux France et Internationaux** confirment la robustesse de leurs fonds de commerce, tant par la croissance des encours de crédits et de dépôts que par la conquête de nouveaux clients.
- Les **Services Financiers** et les métiers de **Gestions d'Actifs et Services aux Investisseurs**, affectés par la crise économique, poursuivent leurs adaptations structurelles et opérationnelles.

- La **Banque de Financement et d'Investissement (BFI)** confirme le dynamisme de son activité clientèle et affiche une très bonne performance de trading.

Pour autant les résultats du Groupe reflètent la détérioration de l'environnement :  
– la baisse du marché immobilier américain et la dégradation du rating des assureurs monolines nous ont conduits à passer d'importantes dépréciations complémentaires ce trimestre (- 1,5 Md EUR) qui obèrent fortement les résultats de la BFI ;  
– l'ensemble des lignes métiers enregistrent par ailleurs une forte hausse du coût du risque. Compte-tenu de ces éléments, le Groupe affiche une perte nette trimestrielle de - 0,3 Md EUR.

La politique d'adaptation du Groupe au nouvel environnement économique s'est traduite par un recul des frais de gestion (- 2,5%\* en un an) : en témoignent les actions volontaristes de maîtrise des dépenses engagées

**+** lire la suite page 2

SOMMAIRE

- 2 RÉSULTATS**  
Résultats du premier trimestre
- 4 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
Assemblée Générale du 19 mai
- 8 REPÈRES**  
Vue de l'action
- 9 STRATÉGIE**  
Banque de Détail : proximité et soutien à l'économie
- 10 CONJONCTURE**  
La sphère financière : après une crise aiguë, la convalescence
- 12 INNOVATIONS ET RSE**  
Société Générale confirme son engagement contre le réchauffement climatique

CHIFFRES CLES

### 1<sup>er</sup> trimestre 2009

REVENUS

**- 11,9 %\*** vs T1-08,  
**+ 15,9 % vs T1-08** de croissance des revenus des métiers hors éléments non récurrents

CHARGE DU RISQUE

**- 1 354 MEUR**  
(dont - 221 MEUR de provisions collectives)  
**120** points de base par rapport aux encours Bâle I

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

**-278 MEUR**

SOLIDITÉ FINANCIÈRE MAINTENUE

Ratio Tier One (Bâle II)\*\* :

**9,2%** dont **7,0%** de Core Tier One

\* A périmètre et taux de change constants.

\*\* Proforma, intégrant la souscription par l'Etat de 1,7 Md EUR d'Actions de Préférence au titre de la 2<sup>e</sup> tranche du plan de soutien de l'Etat Français.

**+**



0 800 850 820  
(appel gratuit depuis  
un poste fixe en France)



[www.societegenerale.com](http://www.societegenerale.com)



[actionnaires.individuels@socgen.com](mailto:actionnaires.individuels@socgen.com)



Société Générale DEVL/INV  
Relation actionnaires individuels  
75 886 Paris cedex 18

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

## ÉDITORIAL

- Suite -

au sein des Réseaux France, la révision des plans de développement des Réseaux Internationaux, ainsi que l'adaptation de la structure des rémunérations et la poursuite de la réduction des fonctions de front-office pour la BFI.

En raison de l'incertitude encore très forte qui affecte les perspectives économiques, et afin de continuer à accorder des crédits à l'économie française (+7 % à fin mars 2009), le Conseil d'administration a approuvé la participation du Groupe à la seconde tranche du plan de soutien de l'Etat par l'intermédiaire d'actions de préférence.

Replacer le client au cœur de notre modèle de développement, notamment en BFI, réorganiser rapidement les métiers touchés par la crise, réduire les risques et maîtriser les frais de gestion : telles sont les actions, engagées depuis mi-2008, que le Groupe entend poursuivre dans le contexte de crise aiguë que nous traversons.

A plus long terme, notre Groupe peut se prévaloir des atouts que lui confère son portefeuille d'activités :

- un positionnement équilibré, avec simultanément une forte présence en France - pays plus résistant à la crise - et dans les pays émergents qui devraient rebondir plus vigoureusement que les pays développés et offrir plus d'opportunités de croissance
- la complémentarité entre un socle de Banque de Détail appelé à se développer progressivement et une BFI bénéficiant à la fois de la réduction du nombre d'acteurs et d'une rémunération à la prise de risque plus adaptée que par le passé.

Soyez convaincu, cher actionnaire, que les 163 000 collaborateurs de Société Générale et moi-même saurons tout mettre en œuvre pour tirer le meilleur parti de ces atouts, dans l'intérêt des actionnaires, des clients et des salariés du Groupe.

Je vous remercie de votre confiance.

Frédéric Oudéa,  
Président-Directeur Général



# Les résultats du premier tri

**Dans un début d'année marqué par un brutal ralentissement de l'activité économique mondiale avec notamment le recul de l'investissement des entreprises et la hausse du chômage, Société Générale poursuit l'adaptation opérationnelle et structurelle de ses métiers.**

## Réseaux de détails et Services financiers

### Réseaux France

Dans un environnement très difficile marqué par la dégradation du climat des affaires, les Réseaux France affichent une bonne résistance de leur activité grâce à la solidité de leurs fonds de commerce, à la qualité de leur offre et au dynamisme commercial de leurs équipes.

**Sur le marché des particuliers**, le nombre de comptes à vue s'élève à 6,3 millions à fin mars (+ 13 000 unités sur T1-09). La collecte de dépôts a été satisfaisante, portée par le succès du Livret A (1,3 million de livrets ouverts, collecte de 3,5 Mds EUR). La collecte brute d'assurance-vie a augmenté de + 4,9 % sur un an.

L'engagement des Réseaux France auprès de leurs clients pour le financement de leurs projets est demeuré intact. Toutefois les encours de crédits aux particuliers se sont modérément accrus traduisant les appréhensions des ménages (+ 5,2 % au global et + 6,1 % pour les crédits à l'habitat).

L'activité sur le marché **des clientèles commerciales** est demeurée bien orientée : les dépôts bilantiels s'établissent à 28,1 Mds EUR (+ 31,2 %), les encours des dépôts à terme ont plus que doublé (+ 137 %), tandis que la croissance des encours de crédits s'est poursuivie (+ 9,8 %).

### Réseaux internationaux

Avec 451 000 nouveaux clients sur un an, les Réseaux Internationaux comptent 13 millions de clients à fin mars 2009. Le rythme de progression des encours demeure satisfaisant : + 21,9 %\* sur un an pour les crédits et + 9,5 %\* pour les dépôts.

Les performances financières demeurent satisfaisantes en dépit de la dégradation brutale de l'économie dans plusieurs pays et de la dévaluation de certaines devises en Europe centrale et orientale.

La hausse du coût du risque (173 pb au T1-09 / 122 pb au T4-08) est très inégale selon les pays : forte en Russie (381 pb), elle demeure cependant contenue dans l'ensemble des autres implantations.

### Services financiers

Les Services financiers, malgré la détérioration de la conjoncture économique et la hausse du coût de refinancement, affichent des revenus trimestriels stables de 0,7 Md EUR.

L'activité de **Crédit à la consommation** comme celle de **Financements de biens d'équipement professionnel** souffre du durcissement de la conjoncture.

En **Location longue durée et gestion de flottes de véhicules**, le parc de véhicule de ALD Automotive est en hausse de + 6,2 %\* sur un an. Dans un contexte de repli des marchés de véhicules d'occasion, la ligne métier a poursuivi la mise en œuvre de mesures d'adaptation.

L'activité en assurance-vie est en repli dans un contexte de baisse des marchés financiers (- 9,0 %\* de collecte brute sur un an). Les revenus de l'activité **Assurances** au T1-09 sont en baisse de - 18,9 %\* sur un an.

## Gestions d'Actifs et Services aux investisseurs

### Gestion d'Actifs

**La Gestion d'Actifs** poursuit la réorganisation de ses activités engagée en 2008 (rapprochement SGAM-CAAM, projet de fusion SGAM AI et Lyxor).

# 1er trimestre 2009

Au T1-09, elle affiche une décollecte nette de - 2,2 Mds EUR qui concerne plus particulièrement la gestion alternative de SGAM AI, TCW et SGAM UK, SGAM affichant une collecte nette de + 3,5 Mds EUR.

Au total les actifs gérés par SGAM s'élèvent à 264,2 Mds EUR à fin mars 2009.

## Banque privée

Dans un contexte peu favorable, caractérisé par l'attentisme de la clientèle, SG Private Banking affiche une collecte nette en légère progression de + 0,6 Md EUR, les actifs gérés s'élevant à 67,9 Mds EUR à fin mars 2009, (contre 66,9 Mds EUR à fin décembre 2008).

## Services aux Investisseurs, Courtage (Newedge) et Epargne en ligne (Boursorama)

Sous l'effet de la forte dégradation des marchés (baisse des indices, des taux d'intérêt et des volumes de transaction), l'activité **Titres** voit ses actifs administrés reculer de - 19 % sur un an. Les actifs en conservation restent stables (+ 1 %) à 2 762 Mds EUR, en raison notamment de l'extension de la collaboration avec Euroclear en Belgique et aux Pays-Bas. Après une année 2008 marquée par une forte volatilité des marchés favorable à **Newedge**, le T1-09 accuse un ralentissement d'activité, mais consolide cependant sa position de leader (numéro 1) en termes de dépôts clients des Futures Commission Merchants aux États-Unis.



Dans un

## environnement très difficile marqué par la dégradation du climat des affaires, les Réseaux France affichent une bonne résistance.

L'activité courtage de **Boursorama** voit le nombre d'ordres exécutés reculer de - 4,8% par rapport au T1-08. Les encours d'épargne en ligne, à 2,7 Mds EUR à fin mars 2009, affichent une baisse de - 14,7 % sur un an, l'activité de banque en ligne affichant en revanche un bon comportement (83 500 comptes à fin mars 2009, ouverture de 5 960 comptes au T1-09).

## Banque de Financement et d'Investissement

En voie de stabilisation par rapport au T4-08, l'environnement de la Banque de Financement et d'Investissement (BFI) est demeuré néanmoins contrasté au cours du T1-09 : favorable aux activités de financement qui bénéficient d'une restauration des marges, et aux activités de taux, l'environnement est resté peu porteur pour les

activités Actions dans un contexte de baisse des indices avec une volatilité et une corrélation encore élevées.

Sur ses activités, hors éléments non récurrents, la BFI réalise une très bonne performance portée à la fois par la qualité de ses fonds de commerce et les très bons résultats des activités de trading (revenus trimestriels de 2 688 M EUR en hausse de 76,3 % par rapport au T1-08).

Le pôle subit toutefois les effets de la dégradation des paramètres de valorisation des expositions à risque, notamment lié à la baisse du marché immobilier commercial et résidentiel aux États-Unis et des assureurs monolines (total impact PNB - 1,5 Md EUR), l'effet négatif de la variation du *Mark to Market* des couvertures de portefeuille de crédits corporate (- 472 M EUR) et la réévaluation des passifs financiers et actions propres, à hauteur de (+ 132 M EUR).

Dans des conditions de marché toujours difficiles, la ligne métier **Actions** a démontré sa forte capacité de résistance (revenus en hausse de 13,3 %). SG CIB maintient des positions de premier plan sur les Warrants (1<sup>er</sup> rang mondial avec une part de marché de 15,7 %) et sur les ETF (2<sup>ème</sup> rang européen avec une part de marché de 23 %).

La ligne métier **Taux, Changes et Matières premières** réalise un excellent trimestre (revenus plus que doublés par rapport au T1-08).

La ligne métier **Financement et Conseil** a continué à accompagner ses clients dans le financement de leurs projets. Elle connaît un très bon début d'année (revenus trimestriels en hausse de 96,1 % par rapport au T1-08).

## Gestion propre

Au T1-09, la Gestion propre enregistre un Résultat Brut d'Exploitation de - 205 M EUR (-124 M EUR au T1-08) en raison principalement de la dégradation du résultat sur le portefeuille de participations. ■

( ) T1-09/T1-08  
\* hors PEL/CEL  
\*\* à données constantes

	Réseaux France	Réseaux internationaux	Services financiers	Gestions d'Actifs & Services aux investisseurs	Banque de financement et d'investissement
<b>PNB en M EUR</b>	1 732 (- 0,9 %)*	1 161 (+ 10,8 %)**	737 (- 1,1 %)**	652 (+ 5,7 %)**	841 (- 45,2 %)**
<b>RNPG en M EUR</b>	216 (- 31,1 %)*	118 (- 39,8 %)	31 (- 79,6 %)	18 n/s	- 414 n/s
<b>ROE après impôt en %</b>	16,4 %	15,4 %	3,1 %		n/s
<b>Collecte nette en Md EUR</b>				- 1,6	

# Assemblée Générale du 19 mai 2009

L'Assemblée Générale de Société Générale s'est tenue le 19 mai à La Grande Arche de La Défense, réunissant plus de 1 700 actionnaires : le quorum s'est établi à 53,53 % contre 44,88 % en 2008. Entouré d'Anthony Wyand, Vice-président du Conseil d'administration, Severin Cabannes et Didier Alix, Directeurs généraux délégués, Frédéric Oudéa assure la présidence de l'Assemblée et pilote le déroulement de la séance. Après la présentation de l'évolution de la gouvernance, des renforcements de la sécurité et des contrôles consécutifs à la fraude, des résultats et de la stratégie du Groupe, la Direction ouvre le débat avec la salle et répond aux questions des actionnaires pendant plus d'une heure. Au total, toutes les résolutions proposées par le Conseil d'administration sont adoptées. Les comptes de l'année 2008 et le dividende de 1,20 euro, assorti cette année d'une option de paiement en actions, sont approuvés. La création d'actions de préférence au profit de l'État est autorisée. L'Assemblée nomme un nouvel administrateur, Jean Bernard Lévy, et ratifie la cooptation de Robert Castaigne. Elle renouvelle par ailleurs les mandats d'Elisabeth Lulin et de Jean Azema.



L'Assemblée Générale de Société Générale a réuni plus de 1 700 actionnaires.

## L'essentiel du message de Frédéric Oudéa

2008 restera une année terrible pour Société Générale. J'ai pris mes fonctions en mai 2008, au lendemain de l'augmentation de capital qui a permis d'absorber le choc de la fraude Kerviel. En octobre, la faillite de Lehman Brothers a été suivie de la dislocation des marchés financiers et d'une certaine paralysie du système interbancaire. L'intervention massive et coordonnée des États et des banques centrales a permis d'éviter le risque systémique, mais la crise financière s'est cependant muée en une crise économique mondiale d'une ampleur inégalée depuis 50 ans.

Certains signes d'amélioration sont aujourd'hui perceptibles et notre scénario central prévoit une stabilisation progressive de l'économie à compter du troisième tri-

mestre 2009. Mais ne nous y trompons pas : la croissance des prochaines années sera faible, et l'industrie bancaire a profondément changé en six mois.

Si elles ne sont pas épargnées, les banques françaises demeurent relativement protégées par un marché domestique aux fondamentaux plus sains, et elles ont bénéficié par ailleurs du soutien de l'Etat. À ce stade, quels enseignements peut-on tirer de la crise ? À l'avenir, les banques auront un profil moins risqué, elles seront mieux capitalisées, plus régulées et leur rentabilité sera moindre.

Cela dit, Société Générale a toute sa place dans le monde de demain, et inventer son avenir est aujourd'hui notre devoir. Mon ambition est de faire du Groupe une banque à l'écoute de ses clients, efficace

et exemplaire dont la croissance sera aussi durable que profitable.

Concrètement, Société Générale restera une banque universelle organisée autour du « socle » constitué par la Banque de Détail, en France et dans les pays émergents. La Banque de Financement et d'Investissement continuera de se développer, mais moins de fonds propres lui seront alloués et le contrôle des risques sera maintenu. Les métiers où il sera difficile de disposer de véritables avantages concurrentiels suivront une logique de partenariat ou de cession, comme cela a été le cas avec SGAM.

L'excellence devra être au rendez-vous. Société Générale doit se montrer exemplaire par son efficacité opérationnelle et sa gestion des risques. Le Groupe

doit aussi rester un modèle dans le conseil apporté à ses clients, ce qui passera par la rationalisation de ses gammes de produits et la formation accrue des conseillers.

A terme, Société Générale se donnera les moyens de participer à la consolidation du secteur bancaire européen. La sortie de crise devrait effectivement être riche d'opportunités de transformation et nous privilégierons principalement la banque de détail, dans les pays où nous pouvons renforcer notre présence.

Pour écrire cette nouvelle page de l'histoire de Société Générale, vous pouvez compter sur l'entière détermination de l'équipe renouvelée que je dirige pour récompenser la confiance que vous nous accordez. ■



Anthony Wyand, Vice-président du Conseil d'administration.



Le quorum des actionnaires s'est établi à 53,53 %.

## Société Générale adopte une nouvelle gouvernance

**L**e Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 6 mai dernier, a pris acte de la démission par Daniel Bouton de ses fonctions de Président et de son mandat d'administrateur. Il a rendu hommage à son action à la tête de la société depuis novembre 1997 et l'a nommé Président d'honneur.

Afin de permettre au Groupe d'agir vite et d'affronter plus efficacement la crise actuelle, le Conseil a estimé préférable de privilégier l'unité de commandement et de confier la direction générale de la société au président du conseil. Il a coopté Frédéric Oudéa, Directeur général depuis le 13 mai 2008, comme administrateur en remplacement de Daniel Bouton et a décidé lors du conseil du 24 mai de modifier la gouvernance de la société en en l'élisant comme président du conseil et en lui confiant la direction générale de la société.

Dans l'intervalle, le Conseil a confié à Frédéric Oudéa la direction de ses débats et la présidence de l'Assemblée Générale, qui s'est réunie le 19 mai dernier.

Monsieur Anthony Wyand, président du Comité des comptes et administrateur du Groupe depuis plus de 20 ans, a été nommé Vice-président du Conseil d'administration, notamment en charge des questions de gouvernance, de risques et de contrôle interne.

Une Assemblée Générale est convoquée le 6 juillet prochain en vue de ratifier la cooptation de Frédéric Oudéa comme administrateur.

## Échanges des actionnaires avec Frédéric Oudéa

### Après la perte enregistrée au premier trimestre, les comptes de Société Générale vont-ils se redresser ?

Effectivement, le début de l'année a été difficile. Le coût du risque a augmenté sensiblement à mesure que la situation des entreprises se dégradait.

La détérioration des conditions de marché nous a également conduits à déprécier de nouveau certains actifs à risques.

Cependant, il est probable que ce premier trimestre 2009 ait été le plus difficile de toute la récession. Des signes laissent présager une stabilisation conjoncturelle qui devrait soulager les comptes du Groupe. De plus, l'avenir de Société Générale repose aussi sur la régularité de ses revenus et son développement commercial. Or, en excluant les dépréciations, notre revenu a progressé de 16 % sur un an. C'est là l'élément le plus fondamental.

### Les dépréciations n'ont pas épargné le « capital image » de Société Générale. Que comptez-vous faire pour le restaurer ?

L'image du Groupe a pâti des différentes crises intervenues durant les 18 derniers mois. Toutefois, la nuance est de mise : auprès de nos clients,



l'image des conseillers en agence reste très favorable. Et, à l'étranger, Société Générale est perçue comme l'une des banques qui a bien résisté à la crise. Notre priorité est de faire converger cette réalité de terrain et l'image globale du Groupe. À cette fin, nous avons lancé une campagne de communication d'envergure fédérant nos clients et nos collaborateurs autour du slogan « On est

là pour vous aider ». À moyen terme, la restauration de notre image auprès du public découlera aussi de la qualité irréprochable de nos services.

### La fusion des unités de gestion d'actifs de Société Générale (SGAM) et Crédit Agricole (CAAM) en appelle-t-elle d'autres ?

Le rapprochement de SGAM et de CAAM répond d'abord à un souci d'adaptation à la décollecte qui frappait les produits de placements monétaires et actions. Mais il s'agit aussi d'une mesure d'anticipation : Crédit Agricole et Société Générale estiment tous deux que les acteurs de la gestion d'actifs sont trop dispersés. Nous avons donc décidé de créer une entité commune, dont Société Générale détiendra 30 % des parts. Cette co-entreprise atteindra une masse critique en se classant au 4<sup>e</sup> rang européen et au 9<sup>e</sup> rang mondial. Elle bénéficie également des réseaux de distribution des deux groupes et devrait générer, d'ici à trois ans, 120 millions d'euros d'économies. À l'heure actuelle, aucun projet similaire n'est envisagé dans d'autres métiers mais nous ne nous interdirons pas d'y réfléchir si tel était l'intérêt des actionnaires.



**Société Générale s'est renforcée au capital de Rosbank peu avant que la crise ne se déclenche. N'a-t-on pas payé Rosbank trop cher ?**

Société Générale, qui avait acquis 20 % du capital de Rosbank en 2006, a porté sa participation à 64,7 % en mai 2009. Le Groupe contrôle aujourd'hui le premier réseau bancaire privé de Russie. Cette participation a perdu une part significative de sa valeur depuis lors, comme les actifs bancaires du monde entier.

Cependant, pour Société Générale, l'implantation dans les pays émergents constitue une orientation stratégique dont les résultats s'apprécieront dans la durée. Si la survenance de la crise repousse les objectifs initiaux de l'opération, elle ne les remet pas en cause pour autant. Nous restons convaincus du potentiel de développement bancaire de la Russie. De plus, rien n'indique que nous aurions pu acquérir aujourd'hui, alors que les valorisations sont plus basses, une banque présentant les mêmes qualités que Rosbank, à savoir une présence sur tout le territoire russe auprès des particuliers comme des entreprises.



**Les actifs toxiques ont pesé sur les résultats de Société Générale en 2008 comme au premier trimestre 2009. Où en est-on aujourd'hui ?**

Les comptes publiés par Société Générale reflètent fidèlement son exposition aux actifs à risques, dont le périmètre est connu et n'évoluera pas. Cette exposition porte principalement sur l'immobilier tant résidentiel que commercial, américain, anglais et espagnol, les assureurs obligataires (monoline) et les financements à effet de levier (LBO).

Ces actifs présentent des niveaux de risque variables et ne méritent pas tous d'être qualifiés de « toxiques ». Ils ont pour trait commun d'être peu liquides, et sont donc difficiles à céder. Ceux qui

sont toujours inscrits au bilan de Société Générale font l'objet d'une valorisation trimestrielle, contrôlée et revue par nos Commissaires aux comptes.

En 2008, ce portefeuille d'actifs a été déprécié de 3,4 milliards d'euros.

Anticipant par précaution une nouvelle dégradation de l'immobilier américain, le Groupe l'a déprécié de 1,5 milliard d'euros de plus au premier trimestre 2009.

Si des dépréciations ultérieures ne peuvent être exclues, elles dépendront aussi du marché immobilier qui, d'après les derniers indicateurs, semble se stabiliser. En tout état de cause, la qualité du bilan du Groupe et sa capacité à générer des revenus lui permettraient d'y faire face.

## NOUVEAUX ADMINISTRATEURS

### **Robert CASTAIGNE**

Administrateur indépendant. Ingénieur de l'Ecole centrale de Lille et de l'Ecole nationale supérieure des pétroles et des moteurs, Robert Castaigne est entré chez Total en 1972. Il y a exercé les fonctions de directeur financier et membre du comité exécutif de 1994 à 2008.

### **Jean-Bernard LEVY**

Administrateur indépendant. Ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications, il préside le directoire du groupe de médias et de télécoms Vivendi depuis 2005. Auparavant, il a notamment été directeur général de la maison de titres Oddo & Cie.

### **France HOUSSAYE**

Administratrice élue par les salariés lors du scrutin du 31 mars 2009. Salariée de Société Générale depuis 1989, elle est actuellement responsable de l'agence du Palais de Justice, à Rouen.

AGENDA 2009

**5 août**

Publication des résultats du 2<sup>e</sup> trimestre 2009

**4 novembre**

Publication des résultats du 3<sup>e</sup> trimestre 2009

**20-21 novembre**

Salon ACTIONARIA

**27 novembre**

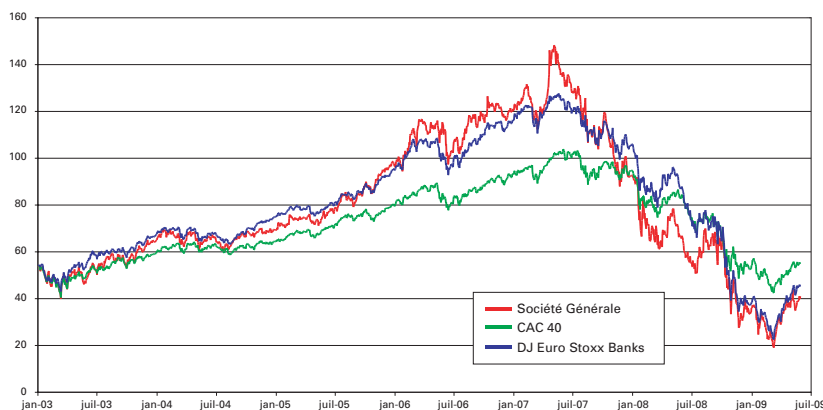
Réunion d'actionnaires à Toulouse

**15 décembre**

Réunion d'actionnaires à Strasbourg

# Vie de l'action

Cours de clôture de l'action Société Générale au 31 mai 2009 : 41,00 €



[www.socgen.com](http://www.socgen.com)

## Société Générale dans le monde

**163 000** collaborateurs

**122** nationalités

**82** pays

**24 000** recrutements en 2008

## LES CHIFFRES A RETENIR DU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2009

**+ 15,9 %**

hausse du PNB des métiers hors éléments non récurrents sur un an

**+ 7,3 %**

hausse des encours de crédits à l'économie française sur un an

# Banque de détail : proximité et soutien à l'économie

**Les Réseaux France du groupe Société Générale se positionnent comme le premier acteur non mutualiste du marché de la banque de détail en France. Forts de ses deux enseignes - Société Générale et Crédit du Nord - ils comptent 40 000 collaborateurs et plus de 3 000 agences au service de quelque 10 millions de clients particuliers, de centaines de milliers de clients entreprises, d'associations et de collectivités territoriales.**

Si l'un des lieux communs médiatiques du moment consiste à affirmer que l'activité bancaire s'est déconnectée de l'économie réelle, il semble important de citer quelques réalisations concrètes pour relativiser, voire infirmer, cette thèse. En effet, les Réseaux France du groupe Société Générale n'ont jamais cessé de soutenir l'économie tant dans le cadre d'activités commerciales que dans leur comportement d'entreprise. Ainsi, les engagements, pris par le Groupe vis-à-vis de l'Etat, de faire croître leurs encours de crédits en territoire métropolitain sur un rythme de 3 à 4 %, sont plus que

respectés. Ils ont, en effet, progressé de + 7,3 % sur un an à fin mars 2009 quand les encours des treize principaux établissements opérant en France (G13) ont affiché une croissance de + 6,3 % sur la même période.

## Un soutien sans faille à l'économie

Tous les agents économiques sont concernés par la contribution des Réseaux France et plus généralement du groupe Société Générale.

En ce qui concerne la clientèle d'entreprises, depuis le début de l'année 2009, les Réseaux France sont entrés en relation

avec près de 200 entreprises non clientes par mois, tandis que les encours du Groupe en France, sur ce segment de clientèle, ont augmenté de près de 10 % sur un an en mars 2009, contre 6 % pour le G13. Société Générale a aussi renforcé ses liens avec les professionnels (commerçants, artisans, professions libérales) et s'est positionnée en 2008 comme le premier distributeur de prêts à la création d'entreprise parmi les banques qui n'appartiennent pas à la sphère mutualiste. Cette dynamique ne s'est pas démentie en 2009 puisque Société Générale a financé 500 nouveaux crédits professionnels par semaine depuis le début de l'année. Le Groupe fait ainsi écho au nouveau statut d'auto-entrepreneur mis en place en janvier 2009.

## Acteur de proximité

Auprès des particuliers, 13 000 comptes ont été ouverts durant le premier trimestre 2009. Sur le volet des financements, 1 200 projets immobiliers et près de 4 000 projets de consommation ont été financés chaque semaine.

Enfin, sur le segment du financement des collectivités territoriales, Société Générale figure parmi les acteurs les plus dynamiques. Ses encours ont progressé de + 11,2 % sur un an en mars 2009, creusant un écart de deux points par rapport aux principaux concurrents.

Les Réseaux France se présentent également comme un acteur de proximité et de développement de l'économie locale en ouvrant régulièrement des agences sur le territoire métropolitain. Ainsi en 2008, 54 points de ventes ont été ouverts dans plus de vingt départements, un mouvement qui se poursuit en 2009 avec l'ouverture prévue de trente nouveaux guichets.

Enfin les Réseaux France ont largement contribué aux 5 500 emplois créés par le groupe Société Générale en 2008 alors que l'économie française en perdait plus de 100 000. Ce mouvement se poursuivra en 2009 avec un objectif d'environ 4 000 recrutements. La banque se positionne ainsi comme l'un des premiers recruteurs français. ■

## DEUX QUESTIONS A

### Joseph Trojman, responsable des études économiques et de la communication financière Banque de détail – Société Générale.

#### En quoi la France est-elle moins impactée par la crise que les autres pays ?

L'exposition de l'économie française au commerce international est plus limitée que celle des voisins allemand ou britannique. Pour les ménages, les stabilisateurs automatiques ne sont pas un vain mot en France. L'existence d'une frange non négligeable de la population dont les revenus ne sont pas directement liés à l'activité économique - retraités, agents de la fonction publique entre autres - constitue un premier facteur limitant les risques de forte variabilité du revenu des ménages. La qualité du système de protection sociale, et plus particulièrement la durée d'indemnisation de l'assurance chômage en cas de perte d'emploi, constitue un second facteur amortissant la chute du revenu des ménages dans une configuration récessive.

La consommation des ménages ne s'est pas contractée en France et demeure le seul poste de la demande intérieure qui progresse avec les dépenses de consommation des administrations publiques.

#### Quelles sont les modifications observables sur le comportement des clients banque de détail en France ?

La contraction de l'économie obère la réalisation des projets engageant sur le long terme. Cela vaut tant pour les entreprises que pour les ménages. Cette défiance face à l'avenir s'est traduite par une baisse sensible de la demande de crédits auprès des banques. Pour ne citer qu'un exemple, la production de crédits à l'habitat des établissements de crédit s'est contractée d'environ 40 % sur un an au premier trimestre 2009.

# La sphère financière : après une crise aiguë, la convalescence



Hervé Monet,  
directeur  
des études  
économiques

© P. Zamora

La résolution de la crise de la sphère financière constitue une condition nécessaire à toute reprise économique durable. Heureusement, des progrès significatifs ont été réalisés ces derniers mois sous l'impulsion des autorités publiques.

Après la faillite de Lehman Brothers, le 15 septembre 2008, la sphère financière, déjà sous tension depuis plus d'un an, a vu sa situation se dégrader brutalement. Cette faillite a en effet marqué une remise en cause du postulat selon lequel les grands établissements financiers étaient « trop gros pour faire faillite » (*too big to fail*), c'est-à-dire que les États viendraient à leur secours en cas de difficultés afin de prévenir tout risque de faillites en chaîne. L'émergence de ce risque bancaire, potentiellement dévastateur, a provoqué

une crise de confiance généralisée ainsi qu'une paralysie des marchés et des circuits financiers.

## Rétablir la liquidité bancaire

Face au gel des marchés interbancaires, qui, en temps normal, permettent aux banques d'emprunter ou de prêter à court terme les liquidités dont elles ont besoin ou qu'elles ont en excès, les banques centrales ont réduit leurs taux directeurs (de 4,25 % début octobre 2008 à 1 % début mai dernier pour la BCE) et étendu leurs programmes d'approvisionnement en liquidité de leurs systèmes bancaires, particulièrement la BCE (*voir encadré ci-contre*).

## Resolvabiliser les banques pour leur permettre de prêter

Les gouvernements, via plusieurs vagues de recapitalisations, ont renforcé la solvabilité des banques et mis en place des systèmes de garantie de leurs nouvelles émissions de dette à moyen terme, afin de faciliter leur refinancement dans un contexte de forte aversion au risque qui restreignait l'accès aux capitaux privés. Dans plusieurs pays (États-Unis, Royaume-Uni, Benelux, Suisse...), les autorités ont, soit garanti contre rétribution des portefeuilles d'actifs toxiques figurant au bilan de banques particulièrement affectées par la crise afin de circonscrire les pertes encourues, soit créé des structures de

On note un rebond des émissions obligataires des entreprises non-financières depuis janvier.

défaisance (des *bad banks*) qui permettent aux banques de se séparer d'actifs toxiques décotés. Ces mesures facilitent le retour à un fonctionnement normal des banques concernées et renforcent leur capacité à prêter.

## Relancer les marchés financiers

Enfin, plusieurs banques centrales ont soutenu directement des marchés de titres de dette, fortement perturbés par la montée de l'aversion au risque des investisseurs, en achetant directement des titres émis sur ces marchés. La Federal Reserve est particulièrement active sur ce point (*voir encadré p. 11*). En effet, l'économie américaine se finance en majorité via les marchés, à l'inverse de la zone euro où le financement bancaire domine.

## Des résultats tangibles, mais pas encore de retour à la normale

Outre le fait qu'elles ont évité, fin 2008, l'enclenchement d'une crise systémique majeure et une récession économique bien plus profonde que celle, déjà historique, que nous traversons, ces politiques

## LIQUIDITÉ BANCAIRE : LA BCE MULTIPLIE LES INNOVATIONS

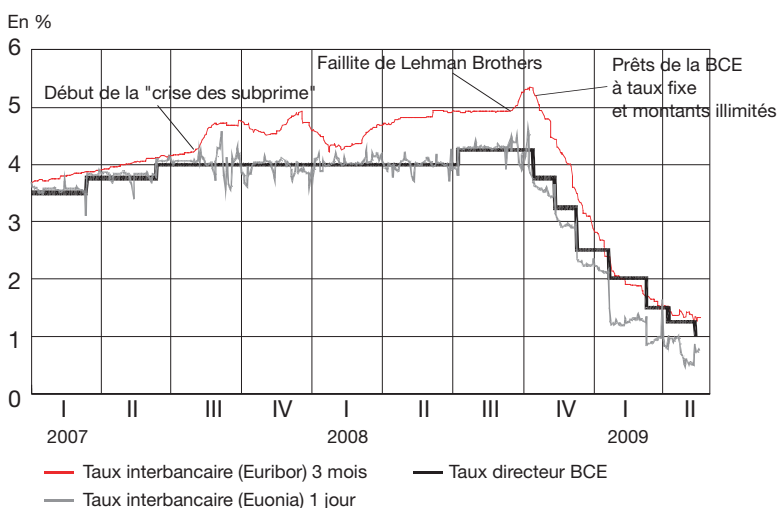
- Prêts en quantité illimitée : les demandes des banques sont satisfaites en totalité (au lieu d'un volume prédéterminé par la BCE)
- Taux fixe égal au taux directeur (au lieu d'un taux décidé par enchères, le taux directeur constituant un plancher)
- Prêts allant jusqu'à 1 an à partir de fin juin (au lieu de 3 mois)
- Collatéraux plus risqués acceptés en contrepartie des prêts.

## VERS UNE NORMALISATION DU MARCHÉ INTERBANCAIRE

Les mesures mises en place par la BCE à partir du 8 octobre pour raviver le marché interbancaire ont porté leurs fruits. Fin 2008, alors que la défiance entre banques était élevée, le marché interbancaire était gelé (ainsi le taux à 3 mois était anormalement élevé). Les banques se sont alors, pour l'essentiel, refinancées auprès de la

BCE (jusqu'à 850 Mds € fin 2008 contre 530 Mds un an plus tôt) au point d'être, par précaution, surliquides. Cependant la politique de la BCE a finalement restauré en partie la confiance entre banques permettant la baisse des taux interbancaires de long terme (3, 6, 12 mois), références pour les taux de certains crédits.

### Taux d'intérêt directeur et interbancaires en zone euro



volontaristes enregistrent des résultats significatifs, même si l'ampleur des progrès est variable selon les catégories d'actifs financiers.

Sur les marchés interbancaires, les taux d'intérêt, qui s'étaient envolés à l'automne 2008 (voir graphique ci-dessus), ont rapidement baissé, facilitant le refinancement à court terme des banques et, par suite, permettant une augmentation de l'offre de crédit. Les baisses de taux d'intérêt directeurs sont ainsi passées de plus en plus directement aux agents privés.

Les incertitudes portant sur la qualité des actifs des banques et, corrélativement, leurs éventuels besoins de recapitalisation, se sont atténués tout en restant non négligeables puisqu'elles dépendent également de la durée de la crise. Deux éléments favorables ont joué

récemment : les résultats encourageants des stress-tests conduits par les 19 plus grandes banques américaines ; la multiplication d'indicateurs conjoncturels indiquant que la récession entraine dans une phase sensiblement moins dure que celle observée au tournant des années 2008-2009. Aussi, les conditions de crédit des banques (marge de taux d'intérêt, collatéral et apports demandés...) ont continué de se durcir début 2009, la crise économique mondiale induisant une augmentation considérable du coût du risque. C'est néanmoins à un rythme nettement plus faible que fin 2008, tant en zone euro qu'aux États-Unis.

Le spectre d'une crise systémique mondiale s'étant éloigné et le scénario d'une longue période conjuguant déflation et croissance très faible apparaissant moins

## Soutien aux marchés de titres : la Fed sort les grands moyens

### FED :

- Achat de titres du marché monétaire
- Achat de titres adossés à des crédits immobiliers (RMBS) émis par les agences Fannie Mae et Freddie Mac (opérations pouvant aller jusqu'à 1 250 Mds \$)
- Achat de titres du Trésor américain (jusqu'à 300 Mds \$)
- Soutien au marché des titres adossés notamment à des crédits à la consommation (ABS) (jusqu'à 200 Mds \$, pouvant être portés à 1 000 Mds \$).

### BCE :

- Achat prévu de 60 Mds € d'obligations sécurisées (titres émis par les banques, adossés à un portefeuille de prêts qui reste porté par la banque émettrice).

menaçant, l'aversion au risque s'est significativement atténuée sur les marchés financiers. Corrélativement, on note un rebond des émissions obligataires des entreprises non-financières depuis janvier, témoignant du retour sur le marché des investisseurs, dès lors que les émetteurs sont de bonne qualité et les rémunérations attractives.

Les marchés actions et de change semblent également être sur la bonne voie : en mars-avril, les premiers ont effacé les pertes enregistrées sur les deux premiers mois de l'année, tandis que les devises des pays émergents, qui bénéficient également du renforcement des moyens du FMI décidé lors de la réunion du G20 de début avril, tendent à s'apprécier après les chocs baissiers subis fin 2008-début 2009. ■

**ENVIRONNEMENT**

# Société Générale confirme son engagement contre le réchauffement climatique

Pour atteindre la neutralité carbone, Société Générale met en place une série de mesures destinées à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et à compenser ses émissions résiduelles.

Dans le cadre de sa politique environnementale, Société Générale a décidé d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2012.

Le Groupe a réduit ses émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à sa consommation en énergie, en papier et aux déplacements professionnels de 3,5 % par occupant en 2008 et prévoit une réduction de 11 % d'ici à 2012.

Société Générale s'est également engagée dans une démarche volontaire de compensation de ses émissions résiduelles par l'achat de certificats carbone (CERs)

pour financer des projets de développement propre dans des pays en développement. Ces projets MDP (Mécanisme de développement propre) sont régis par les Nations unies dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Société Générale a ainsi choisi de financer en 2008 un projet MDP de valorisation de déchets agricoles dans le sud de l'Inde et, en 2009, un projet MDP de récupération de méthane (gaz au pouvoir de réchauffement global plus important que le CO<sub>2</sub>) dans une décharge en Argentine via sa filiale Orbéo. Ce dernier projet permet d'éli-

miner la pollution des eaux par infiltration et d'améliorer la santé des populations locales. Le Groupe compense ainsi l'émission résiduelle de 28 840 tonnes de CO<sub>2</sub> de ses filiales luxembourgeoises (Bank & Trust -SGBT- et Euro-VL) et de ses immeubles en région parisienne.

Le périmètre de compensation sera progressivement élargi à d'autres entités du Groupe. Au-delà de son objectif de neutralité carbone, l'ambition du groupe Société Générale est de placer la lutte contre le changement climatique au cœur de sa politique environnementale. ■



Collection Société Générale, œuvre de Elina Brotherus.

## Société Générale récompense ses meilleures innovations 2008

Dans le cadre de la démarche « Innovons à tous les étages » impliquant l'ensemble des collaborateurs de Société Générale, une remise de trophées a été organisée début mars, pour récompenser les meilleures innovations de l'année 2008. 387 innovations ont été sélectionnées par les directions pour participer aux 8 Trophées Innovation : développement d'activités, nouveaux produits / services, efficacité, satisfaction client externe, satisfaction client interne, vie au travail, développement durable, bonne pratique dupliquée.

### SERVICE BANCAIRE

#### Banque à distance innovante en Russie

Rosbank a créé une offre de banque à distance via mobile et SMS offrant un très large champ d'opérations possibles, 7 J / 7, 24 H / 24, multipliant ainsi par 4 le nombre de clients « mobile » et par 5 celui des opérations réalisées en 2008.

### RECHERCHE ACTIONS

#### L'approche globale, un nouveau modèle de recherche actions

Pour répondre au mieux à l'évolution des besoins des investisseurs institutionnels dans le monde entier, les analystes financiers de la recherche actions de Société Générale proposent désormais

une couverture mondiale de leur secteur. Ce modèle de recherche unique présente un avantage concurrentiel majeur, l'essentiel des acteurs ayant une approche multi-locale.

### TECHNOLOGIES

#### Innovatech, site collaboratif de veille technologique

Innovatech est une plate-forme communautaire « web 2.0 », qui fédère l'information et encourage les échanges dans le domaine de la veille et de l'innovation technologiques. Avec ce nouvel espace, ouvert et participatif, tous les collaborateurs peuvent désormais s'informer et contribuer à la détection et l'expérimentation des nouvelles opportunités technologiques pour Société Générale.

Directeur de la publication : Hugues Le Bret

Société Générale. S.A. au capital de 725 909 055 euros

Siège social à Paris, 29 bd Haussmann | 552 120 222 00013 R.C.S. Paris

Loi n° 78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vos droits d'accès, de rectification et d'opposition à nos fichiers peuvent être exercés auprès du service Relations actionnaires individuels.

Conception et réalisation : ■ Incidences | Dépôt légal : juin 2009 | ISSN 1258-8881